



**PRÉFET
DES LANDES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-Marsan

Références : DREAL/2025D/4046
Code AIOT : 0100292480

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Mont-de-Marsan, le 26 mai 2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10 avril 2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCI GL IMMOBILIER

Zone Artisanale - Lotissement La Faisanderie

Allée du Broc

40090 Saint-Avit

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10 avril 2025 de l'établissement exploité par la SCI GL IMMOBILIER et implanté Zone Artisanale - Lotissement La Faisanderie - Allée du Broc sur la commune de Saint-Avit. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

SCI GL IMMOBILIER

Zone Artisanale - Lotissement La Faisanderie - Allée du Broc - 40090 Saint-Avit

Code AIOT : 0100292480

Régime : Néant

Statut Seveso : Non Seveso

IED : Non

Ancien garage automobile ayant accumulé des véhicules hors d'usage et autres déchets sur le site.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- VHU

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant.

Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement Article L. 512-7	Mesures conservatoires Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois

⁽¹⁾ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit régulariser sa situation administration dans un délai de 3 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement, Article L. 512-7	
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature	
Prescription contrôlée :	
<p>I. Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Les activités pouvant, à ce titre, relever du régime d'enregistrement concernent les secteurs ou technologies dont les enjeux environnementaux et les risques sont bien connus, lorsque les installations ne sont soumises ni à la directive 2010/75/ UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles au titre de son annexe I, ni à une obligation d'évaluation environnementale systématique au titre de l'annexe I de la directive 85/337/ CEE du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement.</p>	
Constats :	
<p>Lors de l'inspection, sur les parcelles O 322, 473 et 476 de la commune de Meilhan, lieu-dit Les Lelas, et sur une superficie d'environ 5 000 m², il a été constaté la présence de 17 véhicules hors d'usage (démontés, rouillés, accidentés, contrôle technique et assurances non à jour), immatriculés comme il suit :</p>	
- BZ-198-VN, le véhicule doit partir en Afrique via une société (nom non communiqué)	- 5531 YP 67
- AD-816-RM, le véhicule appartient à un client du garage Renault à Sore	- 4656 XQ 31
- CT-018-KG, le véhicule doit permettre de réparer une autre Mercedes	- 5580 QC 40
- 3212 QJ 40	- AQ-654-GQ, le véhicule doit permettre de réparer une autre Volkswagen Golf
- 3013 RW 40	- BH-086-GZ, le véhicule doit permettre de réparer une autre Volkswagen Golf
- 19 RM 40	- AA-194-QQ
- BJ-340-WB	- DM-865-CX
- 5431 YD 94	- DB-435-KN
- 7655 QK 40	- AC-453-WL
- DN-669-SJ	- CY- 078-JC
- DL-597-WN	- BF-644-ZG
- CP-817-SV	- CZ-120-PY
- CG-068-KC	- 1985 NA 40
- DQ-440-MA	- 212 HN 40
- CA-524-EJ	- 4255 VN 16
- 1395 QV 33	- BV-550-EL
- BE-428-BD	- 5403 WC 64
- AV-259-XF, le véhicule doit permettre de réparer une autre Renault Laguna	- 8028 NP 40
- 6085 LJ 33	- AZ-945-TC
- BT-933-YF	- 803 NV 40
	- 584 MH 40
	- 5974 PP 40

- | | |
|------------------------------------|---|
| - 2552 QV 40 | - 451 PN 40 |
| - 5538 TW 64 | - Volkswagen Golf non identifiable |
| - 9667 PQ 40 | - Caisse de 2cv non identifiable |
| - 458 BDL 06 | - Mercedes non identifiable, le véhicule doit permettre de réparer une autre Mercedes |
| - 4523 NW 40 | - 7552 NQ 40 pour pièces |
| - Rover non identifiable | - 152 QC 40 pour pièces |
| - Volkswagen Golf non identifiable | |

Par ailleurs, il a été constaté la présence d'un tracteur ancien, de pneumatiques usagés dont certains sous bâche, de quelques déchets de bois, ferrailles, DEEE, batteries et pièces mécaniques et de carrosserie.

Or, M. LAFITTE ne dispose pas de l'autorisation préfectorale (régime de l'enregistrement à partir de 100 m²) pour exercer une activité d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage.

Le jour de l'inspection, M. et Mme LAFITTE étaient en train de débroussailler le terrain et de dégager des véhicules abandonnés à l'arrière du site.

À noter que le bâtiment et la remorque poids-lourd ne sont pas utilisés pour entreposer des déchets. Le bungalow présent sur le terrain n'a pas fait l'objet de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit procéder à la régularisation administrative de sa situation dans un délai de 3 mois (évacuation des véhicules et autres déchets et remise en état du terrain ou dossier de cessation d'activité ICPE).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures conservatoires, Mise en demeure, dépôt de dossier

Proposition de délais : 3 mois